

**Assemblée générale**

Distr. générale
10 juin 2008
Français
Original: espagnol

**Commission des Nations Unies
pour le droit commercial international**
Quarante et unième session
New York, 16 juin-3 juillet 2008

Règlement intérieur et méthodes de travail de la CNUDCI**Commentaires reçus des gouvernements****Additif*****Table des matières**

	<i>Page</i>
II. Commentaires reçus des gouvernements	2
A. États Membres	2
El Salvador	2

* Le présent document a été mis en forme moins de 10 semaines avant l'ouverture de la session en raison de la réception des commentaires d'un État Membre le 9 juin 2008 en réponse à une note verbale du Secrétariat en date du 6 mai 2008.



II. Commentaires reçus des gouvernements

A. États Membres

El Salvador

[Original: espagnol]

[6 juin 2008]

Le secrétariat a mené des travaux très utiles qui ont grandement contribué à exposer clairement le Règlement intérieur et les méthodes de travail de la CNUDCI.

Les travaux du secrétariat se présentent de la manière suivante:

- I. Prise de décisions au sein de la Commission:
 1. Le consensus en tant que méthode privilégiée de prise de décisions
 2. Le vote en tant que droit donné aux États Membres par la Charte des Nations Unies
 3. Autres méthodes de prise de décisions
- II. Le statut d'observateur à la CNUDCI
 1. Présence d'États non membres aux réunions
 2. Présence d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales aux réunions
 3. Étendue de la participation d'observateurs aux travaux de la CNUDCI:

Participation à la prise de décisions; élection au bureau; participation aux délibérations; présentation de propositions écrites/distribution de documents; distribution de projets aux observateurs pour commentaire
- III. Travaux préparatoires par le secrétariat de la Commission
 1. Le rôle du secrétariat dans la proposition de nouveaux sujets
 2. Le rôle du secrétariat une fois qu'un sujet est inclus dans le programme de travail de la Commission

I. Prise de décisions au sein de la Commission

Depuis sa création, la Commission a eu recours à deux méthodes pour adopter des décisions: le consensus et le vote formel. Le premier est entendu comme l'adoption d'une décision sans objection formelle et sans vote et constitue la méthode privilégiée de prise de décisions par la Commission.

Le vote est un droit donné aux États par la Charte des Nations Unies, et c'est la raison pour laquelle la délégation salvadorienne estime que les États ne peuvent être privés de l'exercice de ce droit, étant donné en particulier, comme l'indique à juste titre le secrétariat, que le consensus en soi peut parfois constituer un obstacle à l'adoption d'une décision et que cet obstacle peut être surmonté en mettant la question aux voix.

El Salvador partage l'avis du secrétariat selon lequel le consensus "est propre à amener des pays dotés de systèmes juridiques, économiques et sociaux différents à coopérer plus largement entre eux et à garantir que les règles uniformes résultant des travaux de la Commission soient généralement acceptables". Néanmoins, il importe de préserver le droit de vote des États, car il s'agit de surcroît d'un droit qui leur est conféré par la Charte.

En outre, nous réaffirmons la recommandation formulée par le secrétariat selon laquelle, "à la lumière du principe d'égalité souveraine [...], les procès-verbaux de la Commission et de ses organes subsidiaires [devraient continuer] de refléter clairement les réserves, et ce, généralement, dans la forme où elles ont été formulées par leurs auteurs".

Concernant d'autres méthodes de prise de décisions, comme le vote indicatif, qui est utilisé pour déterminer le niveau de soutien dont bénéficie une proposition particulière au sein de la Commission, la République d'El Salvador estime que cette possibilité devrait être laissée ouverte étant donné qu'elle pourrait, dans certaines circonstances, être utile pour surmonter un obstacle.

II. Le statut d'observateur à la CNUDCI

1. Présence d'États non membres aux réunions

La République d'El Salvador approuve la décision de l'Assemblée générale concernant le droit des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de la CNUDCI de participer à ses sessions et à celles de ses groupes de travail.

2. Présence d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales aux réunions

Étant donné que l'Assemblée générale a jeté les bases de la collaboration et de la coordination de la CNUDCI avec diverses organisations actives dans le domaine du droit commercial international, El Salvador estime qu'il est primordial d'établir des règles claires pour réglementer ces relations et appuie donc la proposition du secrétariat visant tout d'abord à faire une distinction entre les organisations avec lesquelles des relations de travail ont été établies ou pourront être établies dans l'avenir, puis à les classer en catégories, à savoir: les organisations s'intéressant directement à l'ensemble des activités de la Commission, qui pourraient être invitées à assister à n'importe quelle session de la Commission et de ses groupes de travail; les organisations spécialisées dans des matières intéressant particulièrement la Commission, qui pourraient être invitées à une session particulière selon les besoins de la Commission et de ses groupes de travail; les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées; et, enfin, une quatrième catégorie, les organisations bénéficiant du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale. Même si les relations des organisations de ces deux dernières catégories sont régies par des résolutions de l'Assemblée générale, El Salvador estime que les organisations concernées appartiennent à des catégories distinctes en ce qui concerne le statut d'observateur, mais qu'elles pourraient, sur demande, être autorisées à assister aux réunions de la CNUDCI lorsque celle-ci examine des questions qui les intéressent.

El Salvador estime également qu'il faudrait établir une liste de toutes ces organisations et les classer par catégories, pour que la Commission l'approuve et y apporte les modifications qu'elle pourrait juger nécessaires.

De même, il serait important, en ce qui concerne les deux premières catégories d'organisations, d'établir une liste des conditions générales et spéciales que doit remplir chaque organisation pour pouvoir assister aux réunions de la CNUDCI, afin de clarifier tant pour les États que pour les organisations les raisons retenues pour autoriser leur participation.

3. Étendue de la participation d'observateurs aux travaux de la CNUDCI

Concernant la participation à la prise de décisions, la règle établie au sein de l'Organisation des Nations Unies veut que le droit de voter et d'adopter des décisions par consensus ou sans mise aux voix soit réservé exclusivement aux membres à part entière d'un organe. Toutefois, la délégation salvadorienne estime qu'il serait souhaitable d'envisager la possibilité de tenir compte des avis des États observateurs, soit comme cela a déjà été fait, soit, par exemple, par le biais de votes indicatifs, étant donné que le nombre limité de membres ne rend que partiellement compte de l'avis général.

En ce qui concerne l'élection au bureau, la délégation salvadorienne est favorable à la souplesse. Pour cette raison, compte tenu de l'évolution de la composition de la CNUDCI et des résultats positifs obtenus dans la pratique grâce à la présidence ininterrompue d'un groupe de travail pendant qu'il se consacre à un projet, non seulement au sein de la Commission mais aussi dans d'autres commissions, il importe de conserver la possibilité de pouvoir élire, à titre personnel et au cas par cas, des membres de délégations d'États observateurs au bureau d'organes subsidiaires de la Commission.

Concernant la participation aux délibérations, El Salvador estime qu'il importe de faire en sorte que les débats soient complets, ininterrompus et structurés. Pour cette raison, il est nécessaire de respecter le droit des observateurs à participer aux délibérations sur des questions de fond. En ce qui concerne les questions de procédure, si l'on conserve une approche souple, les observateurs devraient être autorisés, une fois que les membres de la Commission ont été entendus, à formuler des objections sur les questions qui les intéressent directement.

S'agissant de la présentation de propositions écrites et de la distribution de documents par les observateurs, El Salvador est d'avis que, puisqu'il n'existe aucune règle à ce sujet, l'approche la plus adaptée et la plus évidente en matière de motions d'ordre est de laisser l'organe concerné décider, au cas par cas, si la présentation de propositions écrites ou la distribution de documents par les observateurs peut être autorisée.

Pour ce qui est de la distribution de documents aux observateurs pour commentaire, El Salvador appuie la règle et la pratique actuellement suivies, selon lesquelles le secrétariat peut également distribuer des projets aux observateurs.

III. Travaux préparatoires par le secrétariat de la Commission

La délégation salvadorienne estime que le secrétariat a réalisé et continue de réaliser un excellent travail pour appuyer la Commission, contribuant ainsi au succès et à la reconnaissance des activités menées par cette dernière. Elle soutient

donc la manière dont le secrétariat a prêté son concours à la Commission, puisque, en dernier ressort, c'est la Commission qui décide.

Commentaire général

La République d'El Salvador tient à signaler que ces travaux utiles menés par le secrétariat ont montré que certaines méthodes de travail de la Commission n'étaient pas réglementées, ce qui pourrait être source de confusion pour les personnes concernées dans la mesure où l'on ne sait pas clairement quelles sont les règles. Elle estime donc qu'il est nécessaire de réglementer toutes les méthodes de travail afin de pouvoir les améliorer lorsque la pratique l'exige.
